

## MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2023-507-3.

**PORTANT AUTORISATION DE TRAVAUX  
AVEC TRANCHEE POUR BRANCHEMENT ELECTRIQUE****Objet : Arrêté temporaire de circulation et du stationnement :****CHEMIN PARADIS**

- **Le Maire de la Commune de RIAN (Var) ;**
- VU, la Loi du 4 avril 1884 ;
- VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1, L 2212.2, L 2213.1, L2213-2 ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles R 225, R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18, et R411-25 à R 411-27 ; R 417-10 et L 411-1 ;
- VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2125-1 et suivants ;
- VU, le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L 113-2 et R 116-2 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1,
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5,
- VU, la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relatif à l'exploitation sous chantier et l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;
- VU, l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
- VU, la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU, l'arrêté du Maire de RIAN (Var) en date du 22/12/1998 portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la commune ;
- **CONSIDERANT**, la demande en date du 24 novembre 2023 par laquelle, **La Société AZUR TRAVAUX, 140 chemin Jean Lolive, TSA 20001, 93691, PANTIN CEDEX**, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public **pour des travaux** ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité de permettre à **La Société AZUR TRAVAUX, 140 chemin Jean Lolive, TSA 20001, 93691, PANTIN CEDEX**, d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité, **pour des travaux avec tranchée, chemin Paradis 83560, RIAN pour le compte d'ENEDIS** ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation et du stationnement à l'occasion de ces travaux ;

**ARRETONS****ARTICLE 1 : DEROGATION**

En raison des travaux susvisés, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation et du stationnement :

**- CHEMIN PARADIS****ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION**

Les restrictions à la circulation et du stationnement des véhicules prendront effet :

**Du 11 décembre 2023 jusqu'au vendredi 05 janvier 2024  
de 07h à 20h**

**ARTICLE 3 : DISPOSITION**

Durant cette période :

- En toutes circonstances la circulation sera maintenue
- Il sera interdit de stationner sur les lieux d'interventions,
- Une circulation alternée pourra être mise en place par feux tricolores ou manuellement.

- La vitesse sera limitée à 30 km/h en agglomération et 50 km/h hors agglomération.

#### **ARTICLE 4 : SIGNALISATION**

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément aux articles 2 et 3 de ce présent arrêté ainsi qu'au plan remis. L'entreprise chargée de la réalisation des travaux sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Elle devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public

**Conformément à la loi, l'affichage de l'arrêté Municipal doit être apposé sur la voie publique au préalable 48 heures avant le début des travaux et maintenu en place par l'entreprise en charge des travaux.**

#### **ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

L'entreprise qui intervient doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée. Elle sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de sa présence et de ses manœuvres.

#### **ARTICLE 6 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICATION**

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 8 : AGENTS D'APPLICATIONS**

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

#### **ARTICLE 9 : AMPLIATION**

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANs,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant du Centre des Sapeurs- Pompiers de Rians.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANs  
Le 04 décembre 2023

Pour Le Maire  
L'Adjoint Délégué à la Sécurité



Monsieur BLANC Joël